



et les

autres ?



LE JOURNAL DE LA FONDATION ABBÉ PIERRE #108



Covid :
la vague de
fraternité



FONDATION
Abbé Pierre

Juillet 2020 | 1€



07.

« La solidarité entre les habitants est exemplaire »



08.

Covid : la vague de **fraternité**

Alain Christnacht :

« Cette crise a repoussé les frontières de la précarité »

Sommaire

07. La Fondation **agit**
Agir dans les quartiers populaires

08. La Fondation **analyse**
Covid : la vague de **fraternité**

Alain Christnacht : « Cette crise a repoussé les frontières de la précarité »

15. La Fondation **réagit**
On demande aux gens de se laver les mains 30 fois par jour **et eux, ils n'ont pas d'eau**

17. La Fondation **observe**
« Faire durer **les nouvelles solidarités** »

18. **Avec** la Fondation
Une mobilisation sans équivalent

20. La Fondation **se souvient**
Message de l'abbé Pierre

« et les autres ? » est édité par la **Fondation Abbé Pierre** pour le Logement des défavorisés :

3, rue de Romainville – 75019 Paris – Tél. : 01 55 56 37 00 – www.fondation-abbé-pierre.fr

ISSN : n° 1245-3420. Publication trimestrielle Commission paritaire n° 0518 H89713.

Abonnement annuel : 4 €, prix au numéro : 1 € / **Service Donateurs : 01 55 56 37 25** /

Président : Laurent Desmard / **Directeur de la publication :** Christophe Robert /

Rédacteur en chef : Yves Colin / **Journaliste et secrétaire de rédaction :** Delphine Picard /

Maquette : Tiens Donc! / **Impression :** Orient express 6, rue Bezout 75014 Paris / **Routage :** France Routage

2, av. Gutenberg 77600 Bussy-St-Georges – Ce numéro comporte un encart sur une partie de la diffusion.

© Couverture : Yann Levy



15.

On demande aux gens de se laver les mains 30 fois par jour **et eux, ils n'ont pas d'eau**



85 000
PERSONNES
AIDÉES



PLUS DE
120 000
CHÈQUES-SERVICE
DISTRIBUÉS

112
TERRITOIRES
CONCERNÉS



Édito

UNE SOLIDARITÉ EXEMPLAIRE

A l'heure où j'écris ces lignes, alors que nous sommes à la veille de la phase 2 du déconfinement, je veux ici vous remercier pour la solidarité exemplaire dont vous avez tous fait preuve, chers donateur et lecteurs, depuis le début de la crise sanitaire. En créant son fonds d'urgence SDF début avril dernier, la Fondation n'a pas douté une seconde de l'élan solidaire qu'il allait susciter et c'est effectivement ce qui s'est passé. Un immense merci à chacun de vous, donateur anonyme ou personnalité publique, jeune ou plus âgé, car c'est grâce à vous que la Fondation a pu agir au plus près des besoins qui sont rapidement apparus et se sont multipliés au fil des semaines.

Il nous faut maintenant être à la hauteur de votre solidarité exemplaire dans chacun des projets que nous soutenons, dans la façon dont nous rendons compte de chacune des actions que nous menons grâce à votre générosité, dans la manière dont nous allons continuer de porter la voix des sans-voix dans ce contexte de crise économique et sociale inégalée et encore largement inconnue.

Nous le savons, les conséquences de ce que nous avons traversé vont ébranler fortement les plus faibles et les plus modestes d'entre nous et la Fondation, présente sur le terrain dès les premiers jours de la crise, sait combien le risque est grand que des dizaines de milliers de personnes basculent dans la précarité. Plus que jamais, nous vous devons, chers donateurs, la plus grande efficacité dans notre combat contre l'exclusion et la misère et la plus grande transparence. Et c'est au nom du Conseil d'Administration de la Fondation et de chacun de ses salariés et bénévoles que je vous assure que telle sera notre ligne de conduite dans les mois à venir.

Alors que nous percevons bien les signes d'une fragilisation de notre monde qui légitime notre inquiétude, je garde cependant espoir et vous incite à ne pas sombrer dans le fatalisme. En effet, nous avons montré tous ensemble que la solidarité pouvait nous faire éviter le pire. Il est certain qu'elle peut également nous faire sortir grandis de cette épreuve si nous saisissons l'opportunité de construire un monde plus juste et plus égalitaire. ■

Laurent Desmard,
Président de la Fondation Abbé Pierre

L'île de Solidarité

Grâce au soutien du fonds d'urgence, l'association lilloise a pu venir en aide à 260 étudiants et personnes à la rue dont la précarité s'est accentuée du fait du confinement et de l'isolement. Des denrées alimentaires ainsi que des masques et du gel ont été distribués avant et après le 11 mai.

90 mises à l'abri

À Montpellier, le travail avec le collectif « Lutopia », puis avec l'association « Gammes » a permis de mobiliser un bâtiment vacant depuis près de trois ans pour y héberger 90 personnes dans le cadre de l'urgence sociale liée à la crise du Covid-19. Le fonds d'urgence de la Fondation a permis d'acheter du matériel permettant un hébergement digne des personnes sans domicile.

« Les Midis du MIE »

Créée en 2016, cette association parisienne porte secours aux mineurs isolés étrangers en errance ou en situation de survie dans le XI^e et XX^e arrondissements de la capitale. Alors qu'elle apportait avant la crise une aide alimentaire quotidienne à une centaine de jeunes et un hébergement d'urgence individuel ou collectif grâce au réseau solidaire qu'elle a pu constituer sur plusieurs quartiers, l'association s'est battue depuis le 16 mars pour qu'aucun jeune mineur ne reste sans solution d'hébergement pendant le confinement. Subventionnée pour près de moitié grâce au fonds d'urgence de la Fondation, elle a pu financer six semaines de nuitées hôtelières pour 20 jeunes; des

repas ont également pu être distribués à quelque 70 mineurs dans la capitale jusque fin mai. Avec quelques bénévoles restés actifs pendant la période, elle a également assuré la livraison de denrées alimentaires dans les hôtels. En moyenne âgés de 16 ans, la plupart des mineurs sont originaires d'Afrique de l'Est et en attente de la reconnaissance de leur minorité auprès du Tribunal pour enfants. Depuis le début de la crise, toutes les audiences ont été reportées et certains jeunes étaient déjà hébergés depuis 8 mois par l'association, avant la pandémie. Depuis le 11 mai, « Les Midis du MIE » a relancé les hébergements collectifs de 10 personnes au maximum, pour répondre aux besoins et sécuriser les jeunes. ■



20 000 personnes protégées

au Sénégal, au Kenya et à Madagascar grâce au soutien de l'association « PADEM » (Programme d'aide et de développement aux enfants du monde). Parmi les 20290 bénéficiaires, 55 % sont des enfants et 20 % sont des femmes. Dans ces 3 pays où l'association intervient depuis plusieurs années, « PADEM » travaille avec 6 partenaires pour assurer la sécurité alimentaire dans les zones de confinement et lutter contre la propagation du virus Covid-19 dans les villages, les bidonvilles et les quartiers en périphérie des grandes villes où les conditions d'hygiène extrêmement précaires exposent fortement des populations

déjà très vulnérables et pour lesquelles les soins médicaux, payants, sont inaccessibles. Dans le cadre de son fonds d'urgence, la Fondation a soutenu « Padem » à hauteur de 12 %, permettant la production artisanale de gel hydro-alcoolique et de masques, la distribution de denrées alimentaires de base (riz, huile...) pour éviter les risques de malnutrition et le développement d'actions de sensibilisation (formation d'agents communautaires aux gestes barrières). À plus long terme, pour préparer l'après-confinement, la reprise de l'activité économique locale sera favorisée par le biais de micro-crédits proposés aux femmes. ■





© Yann Levy

« La 58^e »

Cette association bordelaise gère depuis 2015 un dispositif d'accueil d'urgence pour des familles ou personnes isolées démunies dans l'ancienne caserne Niel qu'elle a réaménagé. Pendant les 8 semaines de confinement, le renforcement et l'extension de son activité ont été financés à 100 % par la Fondation dans le cadre de son fonds d'urgence et plusieurs milliers de tickets-service ainsi qu'une distribution massive de kits d'hygiène et de produits alimentaires a été effectuée auprès du public en grande difficulté, particulièrement

les mères isolées victimes de violences, les personnes sans domicile avec chien (« La 58^e » est la seule structure sur Bordeaux qui accepte les personnes sans abri avec chiens) et les mineurs isolés en attente de prise en charge. Parallèlement, en lien avec les autres structures associatives locales, « La 58^e », a mis en place une plateforme logistique d'action sociale et de distribution de denrées alimentaires et de produits de première nécessité dédiée aux 30 squats et campements recensés dans l'agglomération, où plus de 10 000 personnes, y compris des familles, majoritairement primo-arrivantes, sont en situation de grande précarité. ■

« Abridabras »

Un nom à la connotation magique pour ce collectif stéphanois qui gère depuis un an 4 lieux (ancienne poste, grandes maisons...) au cœur de Saint-Étienne où squattent près de 150 personnes, dont plusieurs enfants. Face à la crise du Covid-19, les visites quotidiennes ont été renforcées pour assurer le suivi sanitaire des différents sites. L'augmentation des interventions et des distributions de produits d'entretien et d'hygiène financées par le fonds d'urgence de la Fondation, a permis une réactivité du collectif sur l'ensemble des sites et depuis le début de la pandémie, aucun cas de contamination n'a été déclaré.

Avec le déconfinement, un gros travail d'information et de formation se poursuit auprès de tous les habitants, la plupart demandeurs d'asile, accompagnés également dans leurs démarches juridiques et administratives par la petite équipe bénévole de ce collectif. « Abridabras » travaille également en étroite collaboration avec l'association « Solidarité Roms » qui a bénéficié d'une partie du financement du fonds d'urgence et a pu soutenir plusieurs familles logées ou à l'hôtel et dans le besoin pendant le confinement. ■



Sans-domicile sécurisés

À Rennes, l'association « Utopia56 » a pris en charge l'humanisation du squat du « manoir du Bois Perrin », immeuble desservi par l'électricité et l'eau froide, où vivent 400 personnes.

Pendant toute la durée du confinement, grâce au fonds d'urgence, la sécurisation du lieu, une aide alimentaire aux personnes sans domicile et des dispositifs de chauffage pour l'eau et les 20 pièces ont été financés. Des maraudes alimentaires supplémentaires ont également pu être organisées en ville.



« Je ne m'attendais pas à tant de détresse »

Brigitte avait pris contact avec l'agence régionale de la Fondation à Saint-Denis de la Réunion, bien avant la pandémie du Covid-19.

« J'avais pour projet de me rapprocher des personnes en difficulté. Mais avec le confinement, mon projet d'immersion s'est transformé en proposition de bénévolat. Je suis à l'accueil trois jours par semaine pour servir le petit-déjeuner, distribuer des tickets-service, discuter avec tous ceux qui en ont besoin. »

À la fin du confinement, Brigitte a trouvé que les personnes accueillies étaient particulièrement en souffrance.

« On sent une lassitude, une inquiétude, un manque de contacts humains pour ces personnes qui ne peuvent plus faire la manche, qui n'ont plus aucun lien et qui ont aussi très peu d'informations. Notre rôle, c'est de reconstruire un lien de confiance, les rassurer et les orienter au mieux. »

Je n'imaginai pas tant de situations de détresse et de tels parcours de vie. Je suis à la fois étonnée et inquiète devant le fossé social qui se creuse actuellement. Clairement, je ne regrette pas du tout d'avoir proposé mes services ! Être au cœur des besoins et se sentir utile, c'est vraiment important pour moi. »



© Eric Lafargue

Mettre à l'abri dans l'île de La Réunion

Dès la première semaine de confinement, l'association réunionnaise « Allons Déor » s'est engagée plus fortement sur le terrain pour mettre à l'abri près de 150 personnes en situation d'errance. Pour cela, un hôtel a été entièrement réquisitionné. C'est le soutien financier du fonds d'urgence de la Fondation qui a permis pendant deux mois d'assurer son entretien (désinfection régulière, ménage...) et d'y livrer des kits d'hygiène et 3 repas/jour à l'ensemble de ses occupants les premières semaines (puis ensuite le petit-déjeuner et des denrées de première nécessité).

Les 15 salariés de l'association « Allons Déor », dont la vocation est l'accompagnement dans le logement des personnes atteintes de troubles psychiques, est également intervenue en renfort dans les 3 Boutiques Solidarité de la Fondation et dans les maraudes mises en place un peu partout dans l'île. Le soutien de la Fondation permettra également d'accompagner vers le logement (aide à l'installation) plusieurs personnes hébergées pendant la crise sanitaire. ■

« Gérer le confinement »

Équiper les chambres et les appartements d'hébergement d'urgence afin que le confinement puisse être supportable et que personne ne se sente isolé, c'est ce que l'association « Le Relais 18 » s'est employée à faire grâce à l'aide du fonds d'urgence de la Fondation. *« Nous avons acheté des télévisions, des bouilloires, des cafetières, des micro-ondes pour que toutes les personnes hébergées puissent avoir un confort minimum, puissent se préparer au moins un petit-déjeuner et ne se sentent pas emprisonnées entre quatre murs. Pour beaucoup, vivre confiné a été très difficile et déstabilisant... »,*

précise David Souchet, le directeur. Chaque soir, dans le Cher, 130 à 140 personnes en errance sont à la recherche d'un hébergement d'urgence. Pendant toute la crise du Covid, « Le Relais 18 » a hébergé quelque 70 personnes à Bourges, dans l'un des 4 sites gérés par l'association. Par ailleurs, elle a préparé et distribué 130 repas/jour (midi et soir principalement) dans un local situé en centre-ville et prêté par un bailleur local. Cette distribution a pris fin avec le déconfinement mais les mises à l'abri se sont poursuivies dans le cadre du prolongement des places hivernales d'hébergement d'urgence. ■



Agir dans les quartiers populaires

« La solidarité entre les habitants est exemplaire »

© Nathalie Bardou

Pendant des semaines, l'« Association Collectif Liberté Égalité Fraternité Ensemble et Unis » (ACLEFEU), soutenue par la Fondation depuis 2012, a répondu à la détresse des habitants de Clichy et Montfermeil.

« Depuis la crise sanitaire, on a vu émerger une nouvelle demande, celle des familles les plus pauvres parmi les pauvres qui, très vite, ne pouvaient plus tenir. Grâce au fonds d'urgence de la Fondation, nous avons distribué plus de 9 000 colis alimentaires en 8 semaines, on n'aurait jamais pu aider autant sans un tel soutien... » précise Mohamed Mechmache, fondateur d'ACLEFEU.

Des dizaines de milliers de tickets-service ont également été distribués dans ces quartiers populaires situés à quelques km de la capitale. À raison de 6 tickets-service en moyenne par semaine et par famille, des besoins vitaux ont pu être couverts pendant toute la durée du confinement alors que certaines familles ne vivaient plus qu'avec 2 euros/jour/personne.

« La crise sanitaire laisse maintenant la place à la crise sociale et ce que l'on voit aujourd'hui, ces inégalités criantes qui resurgissent, c'est ce que nous dénonçons depuis 2005, quand nous avons créée l'association.

L'État continue de laisser tomber la banlieue alors que ses habitants et les difficultés qu'ils rencontrent sont toujours les mêmes... Comment faire pour payer son loyer quand on n'a pas de quoi nourrir ses propres enfants ? Nous sommes vraiment très proches de la Fondation Abbé Pierre et du combat qu'elle mène ; nous aussi nous essayons d'interpeller le Gouvernement pour qu'il fasse quelque chose pour les plus pauvres, notamment en ce qui concerne les loyers.

Avec la crise du Covid, on a encore remarqué le non-soutien du Gouvernement pour les habitants des quartiers



« La crise sanitaire laisse maintenant la place à la crise sociale... »

populaires et à l'inverse, on a vu la solidarité se multiplier sur notre territoire. On a eu des prêts de camions, de chambres froides pour nos stocks, de lieux de stockage et bien sûr, tous les bénévoles et tous les dons de produits... ce qui se fait dans les quartiers, c'est exemplaire. »

La distribution massive organisée à l'espace jeunesse de Clichy-sous-Bois s'est achevée fin juin, mais ACLEFEU poursuivra l'aide alimentaire sous forme itinérante dans les quartiers de Clichy et Montfermeil où vivent quelque 50 000 personnes. ■



En France :
9 millions de pauvres
4 millions de personnes mal ou non logées
150 000 personnes sans domicile

La crise sanitaire a confiné les Français pendant deux mois et parfois mis en danger ceux qui vivent à la rue ou sont mal logés.

Avec le déconfinement, la pandémie semble sous contrôle. Mais la France est en sursis car c'est la crise économique et sociale qui risque désormais de faire basculer des dizaines de milliers de personnes dans la pauvreté.

Covid : la vague de

FRATERNITÉ

Le 17 mars dernier, apparaissait un mot d'ordre : « Restez chez vous ». Mais comment rester chez soi quand on n'a pas de chez-soi ? Quand on vit entassé dans un bidonville ou dans un squat ? Comment se laver les mains quand on n'a pas accès à l'eau ?

Dès les premiers jours de confinement, la détresse des personnes en errance et des plus mal logées a été révélée au grand jour. De manière brutale et saisissante, les inégalités au sein de notre société ont refait surface dans le pays à l'arrêt. À Marseille, à Lyon, en Île-de-France, et dans de nombreuses villes et régions de France, le virus a eu un effet loupe sur la pauvreté de milliers d'entre nous. Dès le 23 mars, le Collectif national Droits de l'Homme Romeurope appelait à la mutualisation des moyens et des plaidoyers associatifs afin d'assurer une assistance sanitaire et un accès aux biens de première nécessité pour toutes les personnes vivant en squats et en bidonvilles. Pendant plusieurs semaines, des synthèses quotidiennes sur la santé, l'alimentation, l'accès à l'eau des personnes à la rue et en grande difficulté ont

été rédigées et présentées lors des réunions ministérielles auxquelles participaient les principaux acteurs associatifs. Fin avril, le Collectif des Associations unies publiait un dossier de presse, « Les oubliés du confinement », qui recensait les urgences en matière de mises à l'abri, de couverture des besoins vitaux et d'accès aux soins, soulignant la persistance de territoires encore particulièrement exposés à Toulouse, Marseille, Calais, Mayotte ou encore en Guyane, un mois après le début de la crise sanitaire.

En déclarant la guerre à la misère après l'allocution du Chef de l'État le 16 mars, en interpellant le Gouvernement sur la trêve hivernale, la réquisition d'hôtels ou de structures collectives ou encore en ciblant des mesures indispensables à prendre lors du déconfinement, les associations et ONG nationales comme les Collectifs associatifs n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics, d'informer les ministères sur la situation des plus fragiles. Au-delà de la mutualisation de leurs moyens, elles ont également rapidement travaillé à un « après » afin que personne ne reste sur le bord de la route dans les mois à venir. ■■■



© Ljubisa Dantovic



Si le pire a été évité, la fermeture de nombreux accueils de jour et de centres de distribution alimentaire le 17 mars a eu l'effet d'un couperet, supprimant d'importantes aides aux personnes en détresse.

En effet, si le pire a été évité, la fermeture de nombreux accueils de jour et de centres de distribution alimentaire le 17 mars a eu l'effet d'un couperet, supprimant d'importantes aides aux personnes en détresse. Et il n'a fallu que quelques jours pour qu'une réaction en chaîne se produise partout sur le territoire. Dans les campus, des étudiants isolés et sans ressources n'avaient plus de quoi se nourrir ; dans les quartiers populaires, des cas de malnutrition et de faim se sont ajoutés aux situations de mal-logement et d'habitat dégradé. Avec l'arrêt quasi complet de l'activité économique, avec la fermeture des écoles, des familles modestes ont vu leurs revenus chuter en même temps que leurs charges augmentaient. Comment assurer 1 repas de plus par

→ Une maraude organisée dans les rue d'Arras avec la Boutique Solidarité de Valenciennes.

jour faute de cantine scolaire, et assumer une hausse de la consommation de l'eau et de l'électricité lorsque l'on vit avec seulement 2 euros/jour et par personne ?

Deux mois après le début de la crise sanitaire, les acteurs associatifs continuaient de tirer la sonnette d'alarme et confirmaient l'amorce de lourdes conséquences sociales pour des milliers de familles inconnues des structures jusque-là.

Agir vite et puissamment

Pour faire face, ce sont des centaines de milliers de tickets-service, de panier-repas, de kits d'hygiène qui ont été distribués partout sur le territoire pendant des semaines, sans parler de l'entraide de proximité, elle aussi exemplaire, à l'exemple de celle des habitants de Clichy-sous-Bois (voir p. 7). Une solidarité de voisinage qui s'est aussi révélée dans les messages reçus à l'Espace Solidarité Habitat, à Paris, ou avec l'engagement de « bénévoles Covid » un peu partout en France, à l'image de Brigitte, à la Boutique Solidarité de Saint-Denis de La Réunion : « *Je ne m'attendais pas*



à tant de détresse... je suis à la fois étonnée et inquiète devant le fossé social qui se creuse actuellement. »

Financièrement, matériellement, physiquement, la société civile a massivement et spontanément répondu à l'urgence des besoins. Et dès le mois d'avril, le Président de la Fondation prenait la parole pour signifier toute sa reconnaissance aux anonymes, aux personnalités publiques, aux entreprises et aux fondations françaises et internationales, qui lui ont permis d'agir vite et puissamment, tandis qu'elle présentait l'arrivée d'une crise économique à l'ampleur inédite et aux lourdes répercussions sociales.

→ Les salariés de la BS de Gennevilliers en première ligne pendant la crise sanitaire.

D'une crise à l'autre

Cette générosité exceptionnelle saluée par tous a permis à des dizaines de projets portés par des associations de toutes tailles d'agir auprès des plus fragiles partout en France. Avec le déconfinement, malgré la réouverture de nombreux dispositifs et structures, les associations, certaines toutes récentes, continuent d'être aidées car de nouveaux besoins surgissent au fil des jours. Fin mai, la Fondation avait déjà soutenu 77 000 personnes et 200 structures grâce à son fonds d'urgence. En première ligne avec les plus souffrants, l'ensemble du secteur associatif a également obtenu quelques avancées sociales de la part de l'État : le maintien de la trêve des expulsions locatives et des places hivernales jusqu'au 10 juillet ou encore le versement d'aides exceptionnelles en mai et juin derniers pour les ménages les plus pauvres, les allocataires APL et les étudiants. Même s'il ne s'agit que de mesures ponctuelles, elles ont apporté un peu de répit et prouvé qu'une véritable volonté politique pouvait atténuer le choc économique, social et humain de la crise.

« Je ne m'attendais pas à tant de détresse... je suis à la fois étonnée et inquiète devant le fossé social qui se creuse actuellement. »

Brigitte, bénévole à la Boutique Solidarité de Saint-Denis de La Réunion



© Pierre Faure



Financièrement, matériellement, physiquement, la société civile a massivement et spontanément répondu à l'urgence des besoins.

➔ Une personne mise à l'abri en hébergement d'urgence à Bourges, pendant la crise sanitaire.

■ Mais l'État doit faire plus en matière de solidarité et prendre la responsabilité de réorienter une partie de sa politique pour agir de manière plus solidaire sur le long terme. Avec une hausse fin avril de 22,6 % du nombre de chômeurs parmi toutes les tranches d'âge, avec une chute du PIB qui pourrait atteindre 22 % au deuxième semestre, avec la lente reprise du tourisme et du bâtiment, l'État ne pourra faire l'économie de nouveaux arbitrages pour que les plus fragiles et les plus modestes restent debout. À tous les échelons, la puissance publique a montré qu'elle pouvait agir vite pour les plus démunis, en ouvrant en deux mois de confinement 25 000 places de mises à l'abri et de nombreux accès à l'eau dans des dizaines de bidonvilles et campements qui en étaient privés depuis des années, malgré des interpellations associatives incessantes à ce sujet. À Metz, la concertation des partenaires

publics (ARS, CCAS, Préfecture, Mairie...), a permis de mettre à l'abri presque toutes les personnes à la rue en moins de quinze jours; des tickets-service, des paniers-repas et des kits d'hygiène étaient distribués dans les bidonvilles et des autorisations de déplacement étaient fournies dans plusieurs langues. De tels résultats ne peuvent être effacés, tout comme un retour en arrière ne peut être envisagé.

Aussi indispensable que la recherche d'un vaccin contre le Covid-19, la lutte contre la précarité et la misère doit se poursuivre avec détermination dans les mois à venir. À la différence du virus, nous savons quels remèdes prescrire immédiatement afin d'éviter de nouvelles victimes : lancer un plan d'urgence pour en finir avec le sans-abrisme, ouvrir le RSA aux jeunes de moins de 25 ans, créer un fonds d'aide exceptionnel au paiement des loyers et des charges pour les locataires en difficulté... Ces propositions portées par l'ensemble du secteur associatif n'ont jamais été aussi légitimes. Elles peuvent éviter à des dizaines de milliers de vies de basculer dans la pauvreté et elles illustrent aujourd'hui cette aspiration profonde de nombreux citoyens à construire une société plus juste et solidaire. ■

Alain Christnacht

« Cette crise a repoussé les frontières de la précarité »



Alain Christnacht, conseiller d'État, est devenu le nouveau Président du Samu Social de Paris, le 7 février 2020.

Comment avez-vous fait face à la crise du Covid-19 ?

Grâce notamment aux réquisitions de l'État, nous avons eu 5 000 places hôtelières supplémentaires aux 40 000 déjà existantes en Île-de-France. À Paris, ce sont en complément 1 000 places en hôtels, 800 places d'hébergement d'urgence et la prolongation de 2 000 places hivernales. Ces dispositions exceptionnelles ont permis au 115 de répondre à un appel sur 3, alors que nous ne pouvions satisfaire qu'un seul appel sur 10 avant la crise. Si cela a été très positif pour les familles hébergées prioritairement, la situation est devenue en revanche encore plus compliquée pour les personnes isolées. Beaucoup sont restées à la rue, alors que les distributions alimentaires étaient réduites ; poursuivre nos maraudes était donc essentiel. Début mai, elles étaient encore un millier dans les rues à Paris... Au-delà, de ces chiffres, le plus difficile pour nous a été d'isoler les personnes contaminées alors même qu'elles étaient hébergées dans des centres collectifs. Il a fallu restructurer en urgence les locaux et utiliser des centres d'hébergement spécialisés pour les malades. Plusieurs de nos médecins et travailleurs sociaux ont été contaminés et la pénurie de masques et de sur-blouses a été un handicap de plus... Nous avons vécu sous tension le premier mois, avec presque 3 fois plus d'absence que l'an passé, et avons tenu grâce à l'engagement très fort et permanent de nos 1 084 agents.

De nouvelles formes de précarité sont apparues...

Absolument. La situation est vraiment complexe et nous avons frôlé la très grande difficulté. En participant à des distributions alimentaires dans Paris, nous avons découvert que des personnes n'avaient pas mangé depuis 2 jours... Des paniers-repas et des tickets-service ont été distribués afin que les familles et les plus vulnérables puissent se nourrir, acheter des produits d'hygiène, du lait pour les



« En participant à des distributions alimentaires dans Paris, nous avons découvert que des personnes n'avaient pas mangé depuis 2 jours... »

nourrissons... Cette crise a repoussé les frontières de la précarité : des étudiants isolés et sans ressource, des auto-entrepreneurs, des enfants dont le repas principal était pris à la cantine. Même si le Gouvernement a débloqué des primes et des aides ponctuelles, elles vont vite être épuisées. Nous travaillons avec les associations sur ce problème des ressources des plus précaires dans la durée. Elles soulignent notamment que le RSA n'a pas été réévalué et que les moins de 25 ans n'y

ont toujours pas droit. Il ne faut surtout pas que cette crise fasse basculer plus de monde dans la précarité et qu'elle crée de nouvelles inégalités. C'est à cela qu'il faut s'atteler dès maintenant.

Quelles sont les priorités du Samu social de Paris dans l'après-confinement ?

J'en vois 3. Il faut d'abord sortir de la gestion de l'hébergement d'urgence au thermomètre ou au virus et pour cela, il faut recréer de la fluidité, en offrant plus de logements très sociaux accessibles aux personnes aux revenus modestes. Il faut aussi faire en sorte que tous ceux qui ont été mis à l'abri aujourd'hui le restent et que l'on prolonge la trêve hivernale tant que cela sera nécessaire. Ensuite, il faut d'une part travailler sur la question des ressources des plus fragiles et d'autre part sur la question de l'accès aux droits fondamentaux (santé, alimentation, logement) pour éviter que les frontières de la précarité ne s'élargissent. Enfin, il est certain que des personnes vont avoir des séquelles après la crise sanitaire : tout ce qui n'a pas été soigné va refaire surface et les conséquences de l'isolement seront sûrement importantes. Pour faire face à cela, nous allons renforcer la mixité dans nos équipes pour répondre aux besoins médicaux (reprise des soins ; approches psychologique et psychiatrique suite à l'isolement) tout autant qu'à la précarité sociale. ■

Vos témoignages

Pendant toute la durée de la crise sanitaire, outre les nombreux dons qui sont venus renforcer notre fonds d'urgence, nous avons reçu des dizaines de messages de soutien, de sympathie et d'encouragements pour nos actions qui nous ont beaucoup touchés. Merci pour ces mots qui illustrent la fraternité et la solidarité sans lesquelles la Fondation ne pourrait agir.

« Merci à vous d'être auprès des plus démunis. J'ai une grande admiration pour l'œuvre de l'abbé Pierre et pour tous ceux qui, avec ténacité, courage et enthousiasme, continuent à la faire vivre. »

« Bonne chance à toute l'équipe de la Fondation qui œuvre dans des conditions difficiles. »

« Merci. Bon courage sur les traces de l'Abbé Pierre. »

« Merci encore à toutes les équipes de la fondation pour leur action auprès des plus démunis, toujours

essentielle et encore plus dans la situation actuelle. Bien à vous. »

« Je vous apporte mon soutien dans la mesure de mes possibilités pour tout ce que vous faites en redonnant l'espoir à de nombreuses personnes. Prenez soin de vous. »

« Nous sommes heureux de pouvoir faire un don à votre Fondation et apporter notre aide dans vos actions. »

« Ci-joint ma participation dans cette période particulièrement difficile »

« Mon admiration pour votre engagement dans la continuité de l'aide apportée aux plus démunis »

« C'est vous tous, que nous devons remercier pour toutes vos actions en faveur des plus démunis. GRAND MERCI.... Prenez bien soin de vous. »



E108/BSABO

Bon de soutien et d'abonnement

À renvoyer à Fondation Abbé Pierre - Centre de Traitement des Dons - 59898 Lille Cedex 9

Oui, je décide de m'abonner au journal trimestriel de la Fondation Abbé Pierre : « et les autres? » pour connaître ses actions, ses enjeux et ses résultats. 4 € pour 4 numéros par an.

Oui, je soutiens la Fondation Abbé Pierre par un don de : €

M^{me} M^{lle} M.

Raison sociale :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone (facultatif) :

Je préfère recevoir mon reçu fiscal par email et j'accepte de recevoir des informations de la Fondation Abbé Pierre à cette adresse :

..... @

Règlement : chèque bancaire ou postal

libellé à l'ordre de la Fondation Abbé Pierre

La Fondation Abbé Pierre s'engage à protéger vos données personnelles et à les enregistrer dans un fichier informatisé en toute sécurité chez des prestataires de confiance. Leur traitement est réalisé par le service de la relation donateurs de la Fondation, pour gérer vos dons et envoyer vos courriers et reçus fiscaux. Vous pouvez exercer votre droit d'accès, de rectification et de suppression en contactant la Fondation Abbé Pierre - Centre de Traitement des Dons - 59898 Lille Cedex 9. Tél. : 01 55 56 37 25. Email : service.donateurs@fondation-abbé-pierre.fr Par notre intermédiaire, vous pouvez recevoir des courriers d'autres associations ou organismes partenaires, sauf si vous vous y opposez en cochant cette case :

La Fondation réagit

Besoin premier de tous, l'eau. Pendant plusieurs jours, au plus fort de la crise sanitaire, des centaines d'enfants et d'adultes, installés dans des bidonvilles, des campements de fortune ou des squats ont été privés d'accès à ce bien vital.

Dès les premiers jours de la crise, alors que de nombreuses associations soulignaient le danger extrême de cette situation pour tous les habitants et les conditions de vie inacceptables qu'elle faisait ressurgir, certaines capitales régionales – parmi les villes les plus riches de France – ont mis plusieurs jours avant d'agir et donc de respecter la loi internationale. Car, rappelons-le ici, l'accès à l'eau a été reconnu comme droit fondamental par l'ONU en juillet 2010.

Dans notre pays, 7^e puissance économique mondiale, des familles ont été privées d'eau des journées entières, sans pouvoir boire ni se laver, alors même que l'on ne cessait de répéter partout que le premier des gestes barrières évoqués pour freiner la pandémie était celui de se laver les mains plusieurs fois par jour.

Et en effet, l'OMS et le HCR indiquaient qu'en période d'épidémie, chaque personne devait pouvoir avoir accès à 60 litres d'eau par jour pour boire, se laver et cuisiner.



On demande aux gens de se laver les mains 30 fois par jour

et eux, ils n'ont pas d'eau

À Marseille, grâce aux multiples interpellations associatives locales et nationales, dont celles de la Fondation, il a fallu attendre le 8 avril pour qu'enfin l'ouverture de deux gymnases permettent aux personnes sans domicile d'accéder à des douches et des toilettes.

À Lyon, même si la capitale régionale a réouvert des fontaines publiques, des difficultés d'accès à l'eau ont persisté pendant plusieurs semaines,

En Île-de-France et dans les Hauts de France, l'accès à l'eau a été une préoccupation essentielle dans plusieurs bidonvilles. Dans les départements du Rhône, de la Loire, de l'Ardèche et de la Savoie, on installait encore des citernes à eau fin mars pour répondre aux besoins...

À Mayotte, fin avril, les projets de rampes d'eau accessibles à tous et gratuites n'avaient toujours pas vu le jour dans de très nombreux bidonvilles...

Partout sur le territoire, la situation sanitaire de centaines de familles a rendu visible les manquements de notre République aux premiers jours du confinement. Dans l'urgence, le pire a été évité. Mais demain? De telles situations de non-droit qui peuvent provoquer la mort sont décidément inacceptables.



© Pierre Faure



Lettre au Premier ministre

Le 3 avril dernier, le Collectif Alerte adressait une Lettre ouverte au Premier ministre demandant notamment la mise en œuvre d'un plan de relance sociale ambitieux pour améliorer le pouvoir de vivre des plus modestes, demandant notamment une revalorisation des minima sociaux et des aides au logement.

Aides exceptionnelles de l'État

Chaque ménage bénéficiaire du revenu de solidarité active (RSA) ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) a reçu le 15 mai, 150 euros. 100 euros ont également été versés par enfant aux allocataires APL. Une aide financière exceptionnelle de 1500 euros a été accordée aux travailleurs indépendants et auto-entrepreneurs touchés par la crise Covid-19. En juin, 800 000 jeunes précaires, âgés de 18 à 25 ans, ont reçu une aide de 200 euros. Les personnes seules bénéficiaires du minimum vieillesse ou de l'Allocation Adultes Handicapés n'ont quant à elles rien touché, ni les ménages aux APL sans enfant...

Les jours d'après

Le 2 mai dernier, le collectif du Pacte du Pouvoir de vivre a adressé au Premier ministre 15 mesures indispensables à mettre en œuvre lors du déconfinement pour redonner le pouvoir de vivre et d'agir à des millions de personnes touchées par la crise sanitaire et sociale. Elles constituent la première étape d'un plus vaste chantier visant à la construction d'une société plus respectueuse de chacun et de l'environnement. Parmi elles, le versement mensuel d'une aide exceptionnelle

de solidarité aux ménages les plus en difficulté (250 euros), la création d'un fonds national pour aider les locataires fragilisés à payer leur loyer et leurs charges, la mise en place de conditions d'accueil et d'intégration dignes pour les migrants et les réfugiés, la revalorisation du RSA, la prolongation des dispositifs d'exception pour l'accès aux soins, une prime pour les salariés des secteurs social, médical et sanitaire, l'accompagnement des élèves et étudiants en décrochage scolaire... ■



© Ljubisa Danilovic

Plan de relance et sans-abrisme

Un mois après avoir publié un dossier de presse sur « Les oubliés du confinement », le Collectif des Associations unies proposait le 11 mai dernier un Plan d'urgence pour en finir avec le sans-abrisme et permettre la réduction du nombre de ménages mal logés sur le territoire. 4 priorités nationales y sont définies : La non-remise à la rue des personnes hébergées pendant le confinement, la prolongation du plan hivernal et la mobilisation d'hôtels et de locaux vacants durant toute l'année 2020. L'accès aux soins facilité par le renforcement des nouveaux partenariats entre les acteurs de la veille sociale, de l'hébergement et du sanitaire. Un plan d'humanisation et d'adaptation des accueils de jour, centre d'hébergement et logements d'insertion. Enfin, la prévention des impayés de quittance et des expulsions locatives ainsi que le renforcement de l'application du droit au logement. ■



Point de vue

« Faire durer les nouvelles solidarités »

Edgar Morin est sociologue et philosophe. Son dernier ouvrage, « Changeons de voie, les leçons du coronavirus », paru le 17 juin, répond aux questions que la Fondation souhaitait lui poser dans le cadre de ce journal.

« Le confinement a été un miroir grossissant des inégalités sociales : la pandémie a accentué dramatiquement les inégalités socio-spatiales. Tout le monde n'a pas de résidence secondaire pour fuir la ville. Certaines conditions de logements exigus pour familles avec enfants ont rendu le confinement invivable, sans parler des SDF, des réfugiés appelés migrants ou des immigrés, pour qui ce confinement a été une double peine. Il a révélé les tristes conditions de certains solitaires, veufs, veuves, femmes abandonnées, vieillards et jeunes désargentés. Il a montré aussi que les derniers de cordée, éboueurs, manutentionnaires, chauffeurs routiers, caissiers ou standardistes, étaient plus vitalement nécessaires que les champions du Cac 40 (dont une toute petite minorité a fait montre d'une certaine solidarité). Alors que des jeunes de banlieue, des restaurateurs, des ménagères préparaient des repas gratuits pour les démunis, les premiers de cordée attendaient le plus souvent sur leurs sommets le moment de tirer à nouveau la corde à eux. »...

... « Le dogme prétendument scientifique du néolibéralisme régnait en 2019 sur la plupart des pays de la planète ; il réduit toute politique à l'économique et tout économique à la doctrine de la libre concurrence comme solution à tous les problèmes sociaux. De fait, le dogme néolibéral aggrave terriblement les inégalités sociales et

donne un gigantesque pouvoir aux puissances financières. Or les solutions immédiates à la soudaine paralysie économique du confinement mondial ont été contraires au dogme qui gouvernait l'économie : elles ont augmenté les dépenses là où on les réduisait, elles ont introduit le contrôle de l'État là où on le supprimait, elles préparent les protections pour une autonomie économique de base là où était prôné le libre commerce. Ce renversement justifie dès lors les critiques de fond faites au néolibéralisme et stimule les propositions d'un changement radical de Voie, notamment par un new deal écologique-économique relançant l'emploi, la consommation et le niveau de vie. »...



le dogme néolibéral aggrave terriblement les inégalités sociales et donne un gigantesque pouvoir aux puissances financières.

... « Les pratiques solidaires innombrables de ces mois d'exception seront-elles conservées ? Est-ce que se prolongera et s'intensifiera le réveil de solidarité provoqué pendant le confinement non seulement à l'égard des soignants, mais aussi des derniers de cordée ? L'économie paralysée par le confinement

reprendra-t-elle son cours précédent ? Notre crise économique mondiale conduira-t-elle à une récession comme en 2008, à une dépression comme en 1929 ou prendra-t-elle un cours inconnu ? Serons-nous la proie d'une gigantesque crise planétaire dont on peut craindre une issue barbare ? Pourra-t-on, sinon réguler l'économie mondiale, réduire la puissance de l'hypercapitalisme, réformer les systèmes bancaires, contrôler la spéculation boursière, empêcher les évasions fiscales ? Trouverons-nous les principes d'une économie fondée sur un new deal de relance écologique et de réforme sociale qui ferait régresser l'hypercapitalisme et diminuerait les inégalités ? »...

... « L'espoir est dans la poursuite du réveil des esprits et de la recherche d'une autre Voie qu'aura stimulé l'expérience de la mégacrise mondiale. Les grandes lignes de la nouvelle Voie politique-écologique-économique-sociale qu'impose la crise inédite que nous vivons sont guidées par le besoin de régénérer la politique, le besoin d'humaniser la société et le besoin d'un humanisme régénéré. »... ■



Changeons de voie, les leçons du coronavirus, Edgar Morin avec Sabah Abouessalam, aux Editions Denoël, juin 2020.



© Pierre Faure

Côté entreprises

Certaines ont apporté leur soutien financier : la Caisse d'Épargne IDF, SCI La Démocratie, Vélux, Smurfit Kappa France, Andera Partners, BNP Paribas ERE, EFFY Connect, Genie Flexion et Naturex SA.

D'autres ont mis en place des opérations spécifiques sur une période donnée : Procivis (collecte interne auprès de ses 51 sociétés), Quadro (15 euros reversés par commande), ekWateur (points de fidélité clients transformés en don) et Actinvision (% du chiffre d'affaire reversé) et Agnès b. (dons de congés payés des salariés transformés en don).

Une mobilisation sans équivalent

Face à l'ampleur de la crise sociale engendrée par la crise sanitaire, de nombreuses entreprises se sont mobilisées pour soutenir activement nos actions. Nous les remercions vivement de leur réactivité et de leur grande solidarité en cette période difficile qui touche très durement les personnes démunies et mal logées.

Mécénat financier

Distribution alimentaire (achat et distribution de tickets-service, panier repas, etc.), accès à l'eau et à l'hygiène, mise à l'abri et hébergement d'urgence; renforcement des maraudes, amélioration des conditions d'habitat (situations d'insalubrité, de surpeuplement, etc.), lutte contre la précarité et actions dans les quartiers populaires... de nombreuses entreprises ont contribué au développement d'actions d'urgence soutenues par la Fondation.

Fondations d'entreprise

Plusieurs d'entre elles se sont fortement mobilisées aux côtés de la Fondation comme la **Fondation EDF** : « Nous souhaitons financer des tickets-service pour venir en aide aux personnes démunies dans ce contexte exceptionnel »; la **Fondation SNCF** : « Nous soutenons la Fondation Abbé Pierre pour l'hébergement et l'alimentation d'urgence des personnes les plus vulnérables en cette situation de crise sanitaire. »; la **Fondation BNP Paribas** : « Nous voulons contribuer à la lutte contre la pandémie de Covid-19 en soutenant la Fondation Abbé Pierre qui œuvre auprès des personnes les plus fragiles ».

Et aux États-Unis, via la Fondation Roi Baudouin US, l'**American express Foundation**, « Nous soutenons la Fondation dans le cadre de la lutte contre le covid-19 et son engagement auprès des populations vulnérables » et la **S&P Foundation** nous ont également apporté leur soutien financier.

Fondations et fonds de dotation privés

Le **Fonds JM Bruneau** : « Nous souhaitons participer aux actions engagées par vos équipes envers les plus fragiles en cette période d'urgence liée à la crise sanitaire » ainsi que le **Fonds Meyer Louis Dreyfus** qui « souhaite soutenir les actions de la Fondation dans le contexte de crise sanitaire liée au virus Covid 19 ». ■



Vous pouvez nous aider en créant votre cagnotte solidaire !

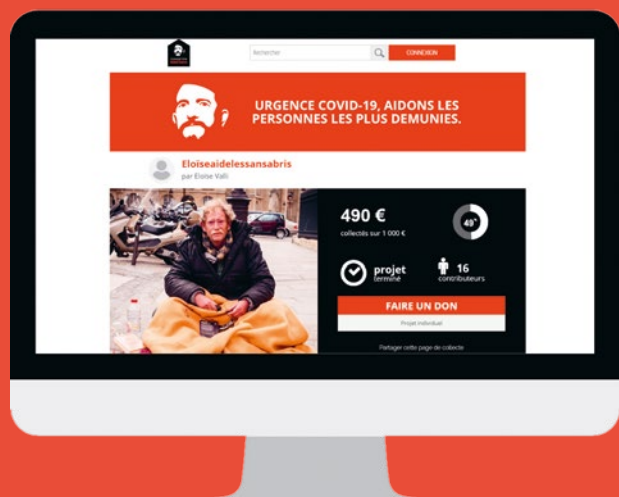
Depuis le 17 mars dernier, 68 personnes ont déjà créé leur collecte. Grâce à leur engagement solidaire au profit des actions de la Fondation, ce sont près de 31500 € qui ont pu être collectés.

2 minutes suffisent pour créer votre page de collecte et mobiliser votre entourage à faire un don. Aidez-nous à agir tout en restant chez vous !

Devant l'urgence de la crise sociale qui commence à produire ses effets, nous continuons à avoir besoin de vous pour aider les plus démunis. C'est pourquoi la Fondation Abbé Pierre a mis en place dès le début du confinement, une plateforme sécurisée pour vous permettre de créer une cagnotte en ligne à son profit.

« J'ai organisé une cagnotte simplement car je me suis sentie concernée par les sans-abri ayant moi-même vécu dans la rue à une période dure de ma vie... J'ai donc décidé d'organiser une cagnotte pour agir à mon échelle pour eux et en relayant mon initiative sur mon compte Instagram. Je remercie la Fondation qui m'a aidée et soutenue et mon public Instagram qui m'a permis de suivre ce combat tous les jours. Merci pour eux, merci à vous & à nous »

Eloïse Valli – Actrice et Engagée



Créer votre cagnotte en toute simplicité et sécurité

ÉTAPE 1

Définissez votre objectif de collecte, le titre de votre projet, choisissez une ou plusieurs photos, et expliquez votre démarche. Ça y est vous êtes prêt(e) à rejoindre le défi de solidarité pour nous aider à financer nos actions d'urgence pour faire face à cette crise sanitaire et sociale !

ÉTAPE 2

Invitez votre entourage à rejoindre notre défi de solidarité en faisant un don sur votre page !

Une fois votre page de collecte créée, parlez-en un maximum autour de vous, via les réseaux sociaux ou par email. Invitez vos proches à faire un don sur votre page pour contribuer à un élan de générosité nationale pour répondre en urgence aux besoins vitaux des personnes les plus précaires : se nourrir, se protéger, être soigné.

ÉTAPE 3

Remerciez les personnes qui vous soutiennent !

En vous engageant à nos côtés, vous vous battez avec nous pour ne laisser personne à l'abandon ! Face au virus, protégeons-nous et protégeons les autres. Sans vous, nous ne pouvons rien. Merci infiniment de nous donner les moyens d'agir !

Sans vous, nous ne pouvons rien !

Merci à celles et ceux qui ont déjà mis en place leur page de collecte : « Solidaires ! », « Homeless but not least », « Yoga pour aider les plus démunis », « Courir chez toi, les étudiants de l'ISCOM, Shopmium », « Soutenons les plus démunis »...



© Sébi Godefroy

Message de l'abbé Pierre

Le monde a été confronté récemment à la plus grande crise sanitaire de l'époque contemporaine. Et les conséquences économiques et sociales qui en découlent déjà et qui en découleront encore pendant de nombreux mois risquent de fragiliser un large pan de notre société.

De manière imprévue et brutalement, la pandémie du Covid-19 a remis sur la sellette les inégalités sociales qui fissurent notre société depuis la fin des « Trente glorieuses ». Inégalité dans l'accès aux soins, au travail, au logement, à l'éducation... De plus en plus accentuées et profondes, dans un monde marqué par la mondialisation et la financiarisation, ces inégalités fragilisent dangereusement notre société, notre monde et le devenir même de l'humanité. Notre fondateur, l'abbé Pierre, l'avait compris et avait prédit un tel danger :

« Le monde va très probablement traverser des crises graves qui obligeront les Nations les plus développées, qui sont souvent aussi les moins peuplées, à faire un choix.

Ou bien elle se replieront sur elles-mêmes, en préservant l'ordre et les intérêts en place – ce qui, à terme s'avèrera intenable et engendrera de nouvelles dictatures et de nouvelles guerres -, ou bien elles s'ouvriront à la solidarité.

Cette seconde voie suppose un effort de chacun, un renoncement pour beaucoup à bien des privilèges, en vue d'une redistribution des moyens qui permettra à chaque peuple de développer, à son tour, ses propres richesses.

La mondialisation nous conduit, je dirais même nous contraint, à tenter de construire, enfin, un monde fraternel. »

Il est clair que la pandémie du Covid-19 a fortement secoué notre monde et nos certitudes et que l'épreuve que nous traversons nous oblige à rebattre les cartes afin que les notions de respect et de dignité pour tout individu et pour notre environnement soient sauvegardées. La pauvreté et l'exclusion ne sont ni une fatalité ni un crime mais bel et bien les conséquences de décisions politiques et de gouvernance à l'échelle nationale comme à l'échelle mondiale.

Je ne peux m'empêcher de citer à nouveau notre fondateur qui écrivait aussi dans son journal « Faim et Soif », paru en juin 1962 : « Nous sommes tous ensemble responsables, responsables de nous-mêmes et responsables les uns des autres, et c'est cela la grandeur d'être homme. » ■

➔ **L'abbé Pierre, lors de l'inauguration de la Pension de famille de Marseille, le 8 mai 2004.**



Le monde va très probablement traverser des crises graves qui obligeront les Nations les plus développées, qui sont souvent aussi les moins peuplées, à faire un choix.

Raymond Étienne,
Président du groupe de la mémoire de l'abbé Pierre.